

L'énergie à plat!



Statu quo sur le dossier prioritaire de la

présidence hongroise

Le 4 février 2011 s'est tenu à Bruxelles le premier sommet européen sur l'énergie. La présidence hongroise a pour mission d'accomplir les tâches qui y ont été définies. Les résultats de ce sommet ne semblent visiblement pas à la hauteur des attentes sur ce dossier prioritaire qui devrait pourtant faire l'objet d'une nouvelle impulsion politique.

Des objectifs nombreux...

Le changement climatique, l'épuisement de l'énergie fossile, la vulnérabilité des économies et des consommateurs face à l'augmentation des coûts des énergies fossiles et à la volatilité des prix, sont autant de défis qui détermineront les politiques en matière d'énergie ces dix prochaines années.

Une politique énergétique européenne commune et la diversification des voies d'approvisionnement de l'énergie avaient d'ailleurs été annoncées comme des priorités dès le début du trio de présidences par Tibor Kiss, le Secrétaire d'État hongrois pour les affaires européennes de l'époque.

Du reste, force est de constater que la présidence hongroise s'est préoccupée tôt dans l'année du dossier énergétique, dans l'objectif que les ministres de l'Énergie de l'UE adoptent des conclusions communes sur deux documents stratégiques importants, lors de leur rencontre du 28 février : tout d'abord, la stratégie «Énergie

2020» de l'UE, qui fixe des priorités énergétiques pour la prochaine décennie, et ses priorités pour l'infrastructure énergétique pour 2020 et au-delà. Mais aussi, la version mise à jour du Plan d'action pour l'efficacité énergétique de l'UE, que la Commission présentera début mars.

Mais peu d'empressement à les mettre en oeuvre

Cependant, il semble qu'aucune décision significative n'ait été prise par les dirigeants européens lors de ce sommet. Il faut dire que l'actualité égyptienne s'est invitée au dernier moment et a fait l'objet d'une longue parenthèse, ce que l'on peut comprendre.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 ont insisté sur la nécessité d'achever l'intégration du marché de l'énergie au sein de l'UE d'ici 2014. Mais les textes à mettre en oeuvre ne permettent pas aujourd'hui d'atteindre cet objectif.

Le texte du sommet insiste sur la nécessité pour les Etats membres d'appartenir aux réseaux européens du gaz et de l'électricité d'ici 2015, pour des raisons de sécurité énergétique. Mais l'acceptabilité des infrastructures par les populations, qui est l'un des principaux obstacles à l'avancement des projets d'interconnexions, n'a pas été évoquée.

Concernant l'efficacité énergétique, le statu quo est aussi de rigueur, alors même que son rôle est crucial dans la lutte contre le changement climatique. Le texte adopté ne prévoit par exemple aucune mesure supplémentaire pour la rénovation thermique des bâtiments anciens.

Parmi les points positifs figure cependant la rencontre entre le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso et les leaders des Etats d'Europe de l'Est précisant les conditions de l'élargissement des pouvoirs de la Commission européenne quant aux relations avec les Etats d'Asie centrale. Le couloir gazier « Nord-Sud », dont fait partie le projet Nabucco, a également été discuté.

Deux sujets polémiques

D'abord, en plaçant la notion d'énergie faiblement carbonée au même rang que les énergies renouvelables, la France aurait réussi à inclure le nucléaire dans l'objectif de 20% d'énergie "propre" à l'horizon 2020, ce qui génère de nombreuses critiques. En outre, au titre de la sécurité de l'approvisionnement de l'UE, les conclusions de la rencontre prévoient l'extraction et l'utilisation durables de ressources en combustibles fossiles conventionnels et non conventionnels, tels que le schiste. La

Pologne, dont le sous-sol serait fortement pourvu en la matière, soutient ce choix. Mais ce gaz fait actuellement l'objet de polémiques. Selon les ONG environnementales, il serait cher à extraire, sale, polluant, et dangereux pour la santé

Des solutions qui n'attendent pas

L'étude «vision 2050», présentée par le groupe des Verts au Parlement Européen, démontre comment l'UE peut atteindre un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 80-95 % d'ici à 2050 (par rapport aux niveaux de 1990). Elle met également en avant les bénéfices considérables que cela représenterait pour la sécurité énergétique de l'UE, notamment par la réduction drastique de sa dépendance énergétique.

Le message délivré avant tout par ce scénario est que "les décisions politiques doivent être prises maintenant".

Les premiers ministres et chefs d'État, conduit par Herman Van Rompuy, président permanent, ont déclaré dans un communiqué final que «l'énergie sûre, durable et abordable contribue à la compétitivité européenne et représente une priorité pour l'Union européenne». Il faudra donc attendre les prochaines rencontres prévues pendant cette présidence pour voir si les actes suivent les discours.

Gwenaëlle Thomas

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel